



Bourganeuf, le 15 mars 2021

**JEAN-JACQUES  
LOZACH**

*SÉNATEUR  
DE LA CREUSE*

---

*PRÉSIDENT DU  
GROUPE RURALITÉS  
DU SÉNAT*

---

*ANCIEN PRÉSIDENT  
DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DE LA CREUSE*

---

*CONSEILLER  
DÉPARTEMENTAL  
DE BOURGANEUF*

**Objet : Plan particulier pour la Creuse – état d’avancement.**

Monsieur le Premier Ministre,

Le 6 mars dernier, vous nous avez fait l’honneur de venir dans notre département de la Creuse, accompagné de M. Julien DENORMANDIE, Ministre de l’Agriculture et de l’Alimentation.

Dans un contexte de baisse des revenus pour les agriculteurs de nos zones d’élevage, de négociation de la P.A.C. et d’annulation du Salon de l’Agriculture, chacun a compris l’importance accordée à la problématique agricole ce jour-là. Cependant, j’ai pu mesurer les attentes suscitées par votre visite et l’impossibilité d’aborder de nombreux sujets au cœur des préoccupations locales de la population et de ses élus.

Or, pour l’essentiel, ces espoirs se trouvent synthétisés dans une démarche et un document : le Plan particulier pour la Creuse (P.P.C.), signé par votre prédécesseur, M. Édouard PHILIPPE, le 5 avril 2019, au lycée des Métiers du Bâtiment de Felletin.

En présence de Mme Jacqueline GOURAULT, Ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales, ce document a été paraphé par de nombreux partenaires publics et privés (État, parlementaires, Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Conseil départemental de la Creuse, sept E.P.C.I., Association des Maires et Adjointes, trois chambres consulaires) ; il traduit une contractualisation ambitieuse pour l’avenir de notre département.

**Monsieur Jean CASTEX**  
**Premier ministre**  
**Hôtel de Matignon**  
**57 rue de Varennes**  
**75700 PARIS**



En effet, le comité de pilotage de ce PPC veut « initier un rebond démographique durable à partir de la valorisation de nos ressources endogènes, la création d'activités et l'attrait de populations nouvelles ». Je rappelle que cette initiative intervenait après le licenciement de 157 salariés par la société GM&S, équipementier automobile situé à La Souterraine.

Dans le contexte sanitaire, économique et social particulier où nous évoluons depuis plus d'un an, le Plan de Relance fait résonance, dans notre département, avec le Plan particulier et a vocation à en amplifier les effets. La nomination de Mme Alice MALLICK, sous-Préfète en charge de ces deux dispositifs a été appréciée de tous.

Sous l'autorité de Madame la Préfète, une démarche associant services de l'État, élus locaux et forces socio-professionnelles est à l'œuvre. Elle commence à porter ses fruits. Mais comme toute démarche ambitieuse de cette nature, surtout lorsqu'elle s'inscrit dans le contexte de crise sanitaire que nous subissons actuellement, elle mérite d'être dynamisée par une impulsion émanant du plus haut niveau de l'État.

Face à la quête d'espace et de territoire que manifeste une part de plus en plus large de la population urbaine, nous devons nous organiser pour répondre efficacement à cette aspiration.

Aussi, Monsieur le Premier Ministre, je me permets de vous suggérer, d'organiser et présider personnellement une réunion-bilan, ayant pour objet un point d'étape précis – à date – de cet outil de développement au sens large dont le département de la Creuse bénéficie depuis plus de deux ans, désormais. Cette rencontre permettrait à la fois d'assurer sa visibilité et mesurer sa portée concrète. Elle offrirait en outre des perspectives nouvelles dans un contexte économique singulièrement différent, grâce à l'articulation récente entre Plan particulier et Plan de Relance. La coordination entre l'ensemble des dispositifs destinés à soutenir l'investissement et le développement local me semble en effet mériter d'être clairement explicitée (C.R.R.T.E, Petites villes de demain, Action Cœur de Ville, Territoire d'industrie, DETR, DSIL...).



Cette rencontre serait appréciée par tous les acteurs publics et privés engagés dans le développement du département ; elle pourrait s'inspirer du Comité de pilotage existant ou de la délégation des élus creusois reçus à l'Élysée le 17 octobre 2017 par M. le Président de la République, qui ce jour-là avait proposé un Plan global de revitalisation de la Creuse, comme laboratoire d'expérimentation rurale des politiques publiques.

Espérant que vous apprécierez avec bienveillance ma requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux. *et le plus cordiaux,*

Copie à Mme la Préfète de la Creuse.